



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU TRAVAIL



LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU 4^E TRIMESTRE 2017

LES 5 FAITS SAILLANTS

**LES
RDV
DE
GRENNELLE**



Travail et emploi : situation et perspective

#RDVGrenelle

L'emploi salarié accélère au 4^e trimestre 2017 (+0,3%, soit +72 700 emplois, après +40 100 au 3^e trimestre), porté par une croissance du PIB solidement ancrée à +0,6%. Cette embellie sur le front de l'emploi concerne tous les secteurs à l'exception des services non marchands (-7 700 emplois au 4^e trimestre), qui pâtit de la baisse des contrats aidés. Parallèlement aux fortes créations d'emploi durant l'année 2017, des tensions sur l'appareil de production apparaissent. Les entreprises sont confrontées à des difficultés croissantes de recrutement, comme cela s'observe également dans d'autres pays européens. Néanmoins, ce trimestre est aussi marqué par un net recul du taux de chômage à 8,9% en France (-0,7 point par rapport au 3^e trimestre, après +0,2 point au 3^e trimestre), soit le niveau le plus bas enregistré depuis 2009. Enfin, la productivité par tête continue de se renforcer au 4^e trimestre, avec une progression de +1,2% sur un an, après +0,7% au 3^e trimestre. En revanche, les salaires réels marquent le pas au 4^e trimestre (+0,2% sur un an, après +0,4% le trimestre précédent), suite au nouveau regain d'inflation.

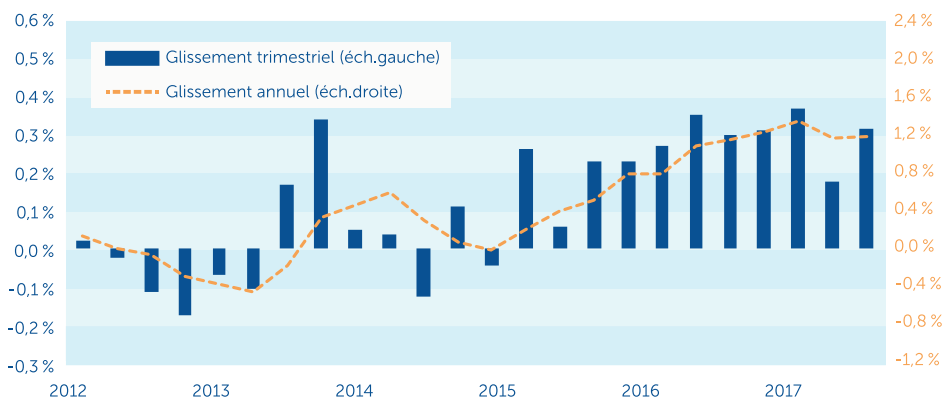
1 L'emploi salarié accélère dans un contexte de croissance solide

Fin 2017, l'activité économique continue de croître solidement : au 4^e trimestre, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établit à 0,6%, après +0,5% au 3^e trimestre, un rythme équivalent à celui de l'ensemble de la zone euro (+0,6%). En moyenne sur l'année 2017, l'activité en France a ainsi nettement accéléré : +2,0%, après +1,1% en 2016, soit la plus forte croissance depuis 2011. Cet environnement favorable se retrouve dans les enquêtes de conjoncture : malgré la baisse observée sur les deux premiers mois de l'année 2018, le climat des affaires se situe toujours bien au-delà de sa moyenne de longue période, à un niveau comparable à celui du début de l'année 2008.

Dans ce contexte, l'emploi salarié continue de progresser. Au 4^e trimestre, les effectifs accélèrent par rapport au trimestre précédent (+0,3%, soit +72 700 postes par rapport au 3^e trimestre). Sur un an, l'emploi salarié a crû de 268 800 emplois, dépassant les bons niveaux déjà enregistrés en 2016 (260 400 emplois supplémentaires). L'emploi marchand des secteurs non agricoles a même atteint en 2017 son plus fort niveau de créations d'emplois (+ 256 900) depuis dix ans.

Si cette embellie sur le front de l'emploi concerne l'ensemble des secteurs marchands ce trimestre, le secteur des services non marchands se distingue en accusant un repli de 7 700 postes (soit -0,1% par rapport au 3^e trimestre, comme au trimestre précédent). Cette dégradation de l'emploi non marchand, concentrée sur sa composante publique, reflète notamment la baisse des contrats aidés entamée à l'été 2017.

Évolutions de l'emploi salarié - en %



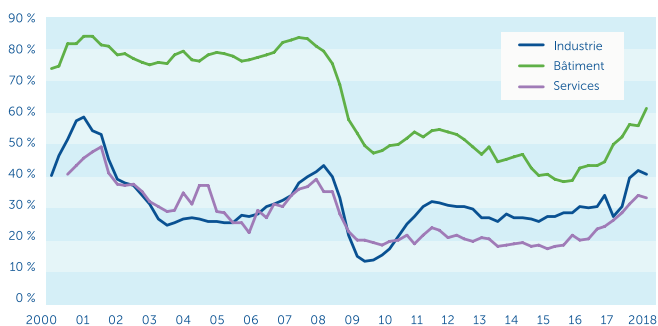
Champ : France hors Mayotte
 Source : Insee, Dares, Acoiss – Données corrigées des variations saisonnières

2 Les difficultés de recrutement augmentent en France, en ligne avec la moyenne européenne

Avec le dynamisme de l'activité en 2017, des tensions sur l'appareil de production commencent à voir le jour. Les enquêtes de conjoncture indiquent que les entreprises sont confrontées à des difficultés croissantes d'offre, en particulier en matière de recrutement de main-d'œuvre. Le rythme soutenu des créations d'emplois en 2017 pourrait conduire graduellement à un effet de congestion. En effet, malgré un léger recul observé en janvier 2018, la part des entreprises interrogées déclarant rencontrer des difficultés de recrutement progresse nettement depuis le début 2017, pour se situer à un niveau élevé, comparable dans l'industrie et les services à celui atteint en 2008. Fin 2017, 50% des entreprises déclaraient rencontrer des barrières pour embaucher davantage ; 32% des entreprises, soit plus de la moitié de celles qui rencontrent des barrières à l'embauche, citent le manque de main-d'œuvre compétente disponible parmi les barrières à l'embauche, ce qui en fait la principale difficulté parmi celles évoquées, devant l'incertitude liée à la situation économique, les coûts liés à l'emploi et enfin la réglementation¹. Concernant les seuls cadres, les enquêtes de l'APEC confirment cette tendance².

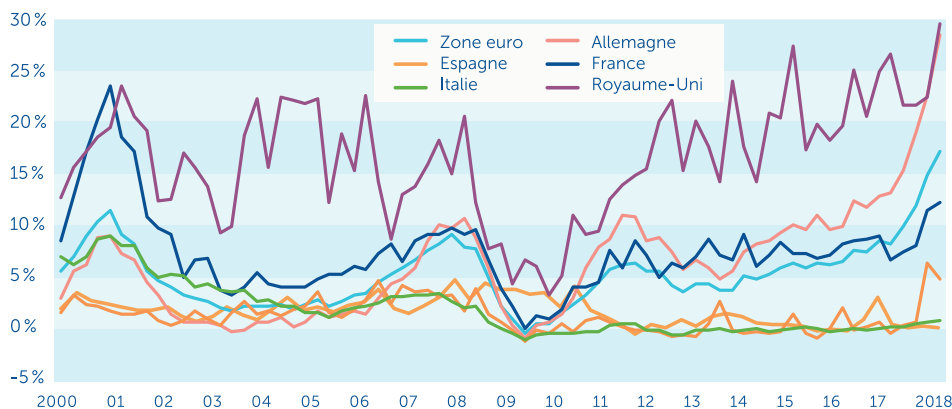
Cette situation n'apparaît pas spécifique à la France : les signes d'une pénurie de main-d'œuvre semblent se généraliser en Europe. D'après les enquêtes de conjoncture, la part des entreprises européennes mentionnant le travail comme facteur limitant leur production ne cesse de progresser depuis le début de l'année 2017, avec de larges disparités selon les pays. La situation s'avère particulièrement préoccupante en Allemagne et au Royaume-Uni, alors que la France se situe dans la moyenne de la zone euro. Ces tensions sont en revanche quasi-inexistantes en Italie.

Enquêtes de conjoncture – Part des chefs d'entreprises éprouvant des difficultés de recrutement – en %



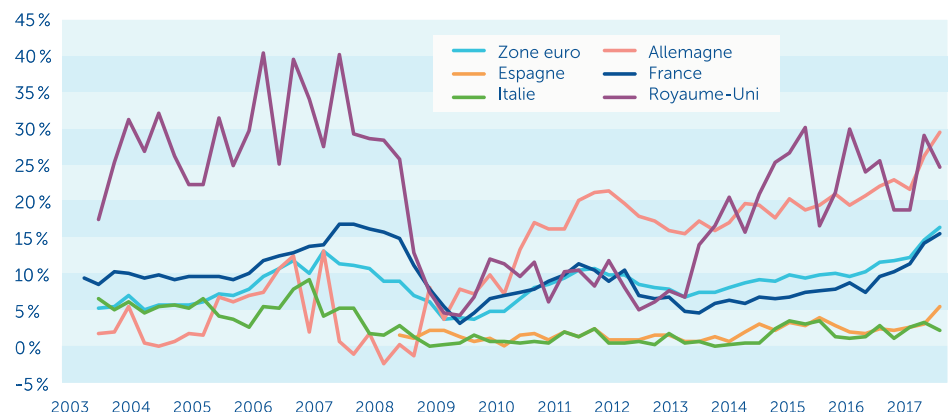
Champ : France - Source : Insee, enquêtes de conjoncture

Enquête de conjoncture dans l'industrie – Part des industriels déclarant une production limitée par une pénurie de main-d'œuvre – en %



Source : DG-ECFIN – Données désaisonnalisées, non corrigées des effets de calendrier

Enquête de conjoncture dans les services – Part des chefs d'entreprises déclarant une production limitée par une pénurie de main-d'œuvre – en %



Source : DG-ECFIN – Données désaisonnalisées, non corrigées des effets de calendrier

1 « La moitié des entreprises signalent des barrières à l'emploi », Insee Focus n°106, décembre 2017.
2 Note de conjoncture trimestrielle de l'APEC, 4e trimestre 2017, n°61.

3 Le taux de chômage baisse fortement au 4^e trimestre, après un rebond temporaire au 3^e trimestre

Au 4^e trimestre, le taux de chômage au sens du BIT recule de 0,7 point en France³ (-204 000 chômeurs), après avoir progressé de 0,2 point au 3^e trimestre, pour s'établir à 8,9% de la population active. C'est son plus bas niveau depuis le 1^{er} trimestre 2009. Il rejoint ainsi pratiquement le niveau moyen européen (8,8% en zone euro). Sur un an, le taux de chômage en France recule de 1,1 point (-298 000 chômeurs), accélérant la baisse amorcée depuis le début 2015. Fin 2017, on dénombre ainsi 2,7 millions de chômeurs au sens du BIT. La baisse du taux de chômage concerne toutes les tranches d'âge ce trimestre ; sur un an cependant, la baisse est la plus marquée chez les jeunes (-2,6 points).

Le recul du nombre de chômeurs déclarant rechercher un emploi depuis au moins un an (chômeurs de longue durée) explique près des trois-quarts de la baisse du taux de chômage BIT ce trimestre. Le taux de chômage de longue durée s'établit ainsi à 3,6% de la population active en France métropolitaine, un recul de 0,6 point par rapport au 3^e trimestre 2017. Sur l'ensemble de l'année 2017, la baisse du chômage de longue durée est particulièrement sensible chez les jeunes de 15 à 24 ans : ils étaient 6,6% dans ce cas fin 2016, contre 4,8% fin 2017, soit une baisse de 1,8 point.

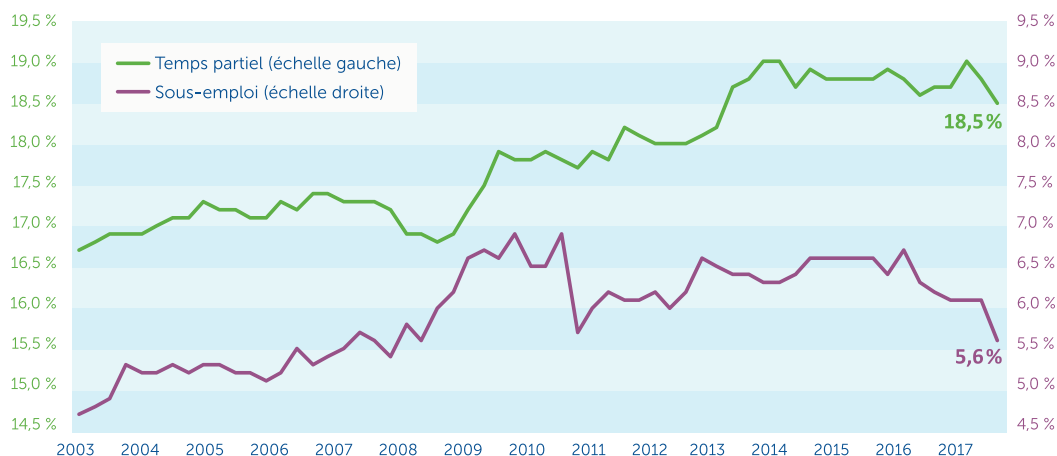
4 Le sous-emploi recule, les embauches en CDI progressent rapidement, mais l'intérim reste élevé

Ces évolutions s'accompagnent d'une légère amélioration de la qualité de l'emploi (hors intérim). La hausse du taux d'emploi au 4^e trimestre est en effet tirée par le taux d'emploi à temps complet. Le taux d'emploi à temps partiel reste quant à lui quasi-stable sur le trimestre (-0,1 point, soit 11,8%). Ainsi, la part du temps partiel dans l'emploi BIT recule de 0,3 point sur le trimestre, à 18,5% fin 2017. Dans le même temps, la part du sous-emploi, qui rapporte principalement le nombre de personnes travaillant à temps partiel et souhaitant travailler davantage au nombre de personnes en emploi, se contracte de 0,5 point pour ressortir à 5,6% en France métropolitaine.

Sur un an, ce ratio recule de 0,6 point, confirmant la baisse enclenchée depuis le 3^e trimestre 2016.

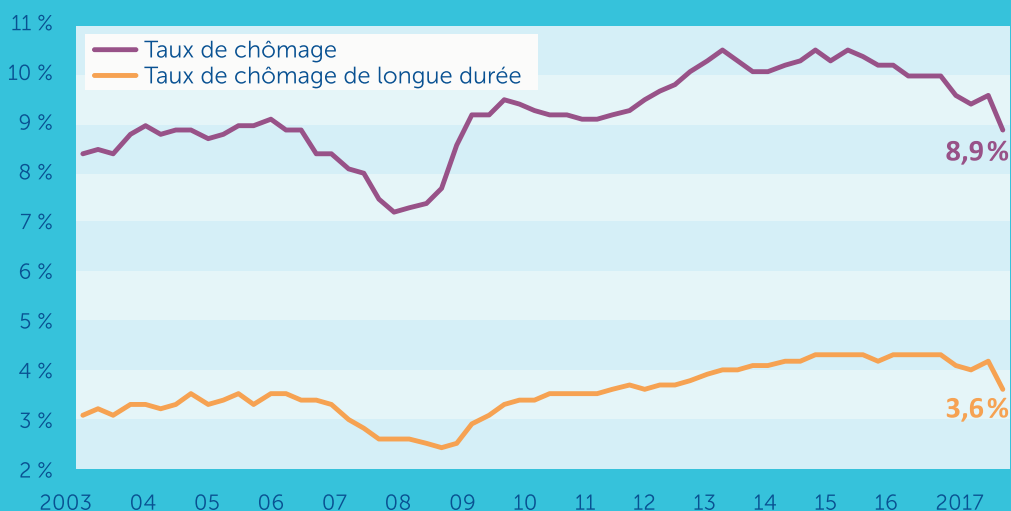
Par ailleurs, selon les données de l'Acoss, les embauches en CDI progressent plus rapidement que les embauches en CDD, quelle que soit leur durée (respectivement +14,5% et +2,5% entre le 4^e trimestre 2016 et le 4^e trimestre 2017). L'intérim reste toutefois plus dynamique encore, sa part dans l'emploi total – environ 3,0% au 4^e trimestre – étant sur une tendance croissante ces derniers trimestres. Dans le même temps, la part des CDD s'est au contraire plutôt stabilisée (autour de 9,5% de l'emploi total).

Part du temps partiel et du sous-emploi dans l'emploi BIT – en %



Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ou plus ayant un emploi
Source : Insee, enquête Emploi - Données corrigées des variations saisonnières

Taux de chômage au sens du BIT – en %



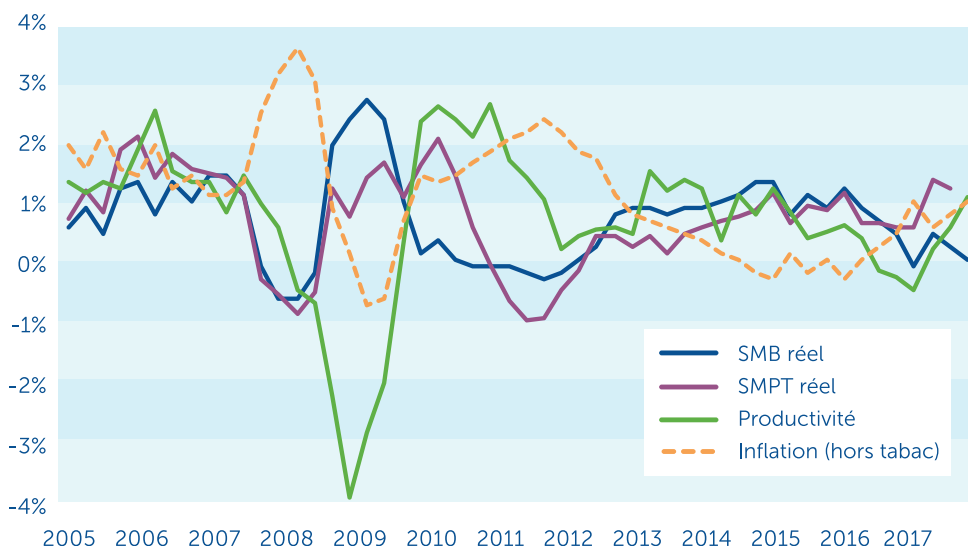
Champ - France (hors Mayotte) pour le taux de chômage et France métropolitaine pour le taux de chômage de longue durée
Source : Insee, enquête Emploi - Données corrigées des variations saisonnières en moyenne trimestrielle

5 Le redressement de la productivité par tête se confirme au 4^e trimestre

En lien avec la croissance soutenue de l'activité, les gains de productivité du travail se renforcent de façon continue depuis le 2^e trimestre 2017. Au 4^e trimestre 2017, ils se situent à +1,2% en glissement annuel contre 0,7% au trimestre précédent, dépassant leur niveau tendanciel d'après-crise (légèrement inférieur à +1,0%).

Dans les entreprises de 10 salariés ou plus, le salaire mensuel de base (SMB), qui n'intègre ni les primes ni les heures supplémentaires, progresse au même rythme qu'au trimestre précédent, soit +1,3% sur un an. Compte tenu d'une inflation légèrement plus dynamique au 4^e trimestre (+1,1% par rapport au même trimestre de l'année précédente, contre +0,9% au 3^e trimestre), le SMB en termes réels ralentit de nouveau à +0,2%, contre +0,4% au trimestre précédent.

Évolutions du salaire mensuel de base (SMB), du salaire moyen par tête (SMPT) et de la productivité par tête – glissements annuels, en %



Champ : Secteurs concurrentiels
Sources : Dares, Insee – Données provisoires du SMB

Les disparités territoriales sur le marché du travail

Les taux de chômage départementaux les plus élevés concernent les départements du nord de la France, le pourtour méditerranéen, ainsi que la Seine-Saint-Denis, au 3^e trimestre 2017. Ces territoires avec un fort taux de chômage sont toutefois dans des situations différentes : le pourtour méditerranéen a un taux de chômage de longue durée moins élevé que le nord et a plus bénéficié des créations d'emplois depuis la reprise de 2015. À l'opposé, le grand ouest et certaines zones frontalières de l'est ont le plus bénéficié de la reprise de l'emploi et ont des taux de chômage faibles. Ces territoires plus dynamiques ont connu non seulement une progression de l'emploi dans la sphère dite présentielle (commerce de détail, santé, action sociale, construction...), mais aussi dans la sphère productive (industrie).

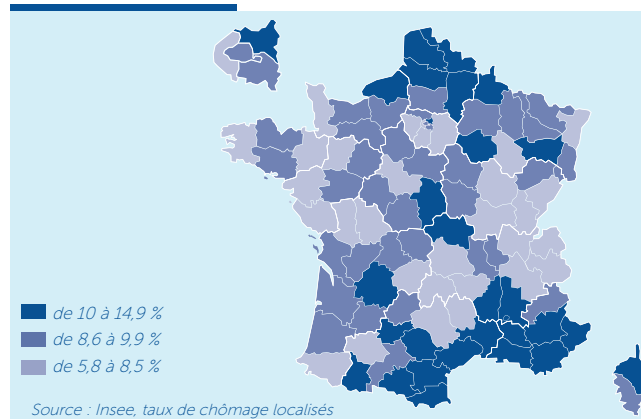
1. Des taux de chômage élevés dans le nord et le pourtour méditerranéen

Deux grandes zones se distinguent particulièrement par leur taux de chômage élevé, au nord et au sud de la France, au 3^e trimestre 2017 (**carte 1**). Celui-ci est par exemple de 13,5% dans l'Aisne et de 13% dans le Gard, contre 9,4% au niveau national. Dans le sud (pourtour méditerranéen), le niveau élevé du taux de chômage remonte aux années 1970, alors qu'il augmenté plus tardivement dans le nord (la quasi-totalité des départements des Hauts-de-France, la Seine-Maritime et les Ardennes), en lien avec la désindustrialisation des années 1980 et 1990¹. En Île-de-France, la Seine-Saint-Denis présente également un taux de chômage élevé, montrant les disparités qui peuvent exister au sein même des agglomérations. À l'inverse, les taux de chômage les plus faibles sont observés dans le nord des Alpes, le sud du Massif central, ainsi que dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines.

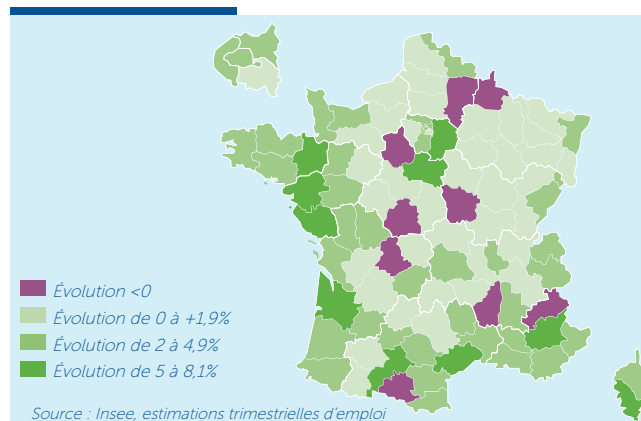
2. La reprise de l'emploi depuis 2015 concerne surtout la façade Atlantique, le Sud et le bassin parisien

La croissance de l'emploi depuis le 2^e trimestre 2015, de 2,7% au niveau national, s'est essentiellement concentrée sur la façade ouest, dans le sud de la France et une grande partie du bassin parisien (**carte 2**). Le nord-est a bénéficié moins largement de cette reprise.

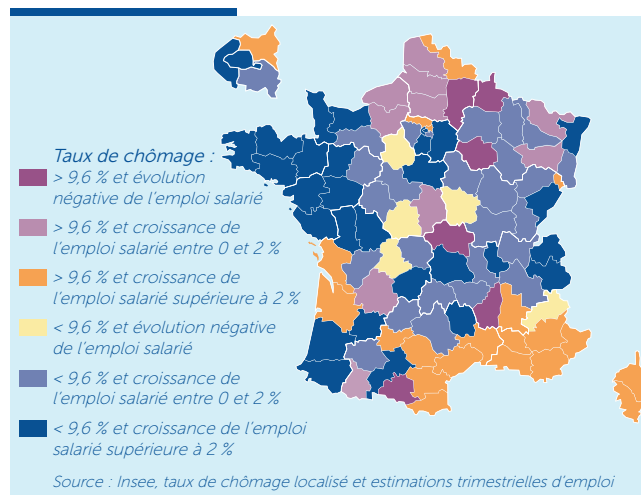
Carte 1 : Taux de chômage localisé par département au 3^e trimestre 2017 – en %



Carte 2 : Évolution de l'emploi salarié marchand non agricole (SMNA) par département entre le 2^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2017 – en %



Carte 3 : Typologie des départements selon le taux de chômage au 3^e trimestre 2017 et l'évolution de l'emploi SMNA entre le 2^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2017



1 « Emploi et territoires », Rapport de l'Observatoire des territoires 2016, CGET.

L'ouest se distingue par un taux de chômage plus faible que la moyenne nationale et par une forte progression de l'emploi depuis 2015, tirée par la progression d'un emploi industriel souvent « de pointe » (comme l'aéronautique) et des services liés à l'industrie. Cette situation favorable (**carte 3, en bleu foncé**) se retrouve également dans les pôles technologiques (l'Isère, le sud-ouest de l'Île-de-France, la Haute-Garonne), les espaces frontaliers (Bas-Rhin, Haute-Savoie) et des départements tournés vers le tourisme et l'économie résidentielle (Alpes et sud de la côte atlantique).

Malgré un taux de chômage faible, des départements comme l'Eure-et-Loir, la Nièvre, l'Indre, la Haute-Vienne, ou encore les Hautes-Alpes connaissent en revanche des pertes marquées d'emploi (**carte 3, en jaune**). Cela pourrait indiquer une certaine fragilité, le faible niveau du taux de chômage reflétant le départ des actifs vers des départements où l'emploi est plus dynamique, mais également le déclin démographique dû au vieillissement de la population.

Les territoires pour lesquels la situation est la plus préoccupante combinent un taux de chômage élevé et une faible progression, voire un recul, de l'emploi (**carte 3, en violet**), comme l'Aisne, l'Ariège, les Ardennes ou l'Ardèche. Certains de ces départements ont été touchés par de nombreuses pertes d'emplois industriels qui n'ont pas été compensées par des emplois du tertiaire.

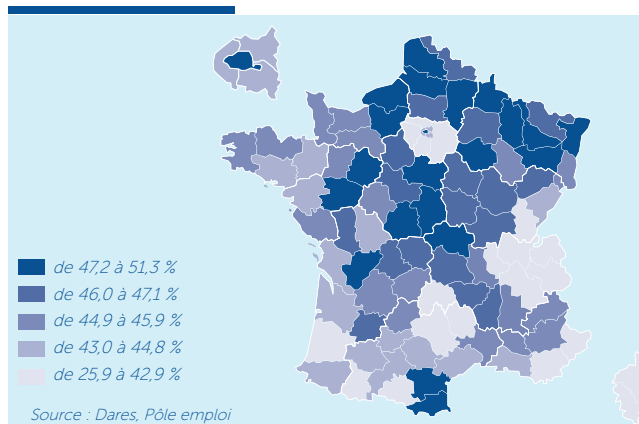
Enfin, certains territoires affichent simultanément un taux de chômage élevé et des créations soutenues d'emploi (**carte 3, en orange**). C'est notamment le cas du pourtour méditerranéen, où la forte progression de l'emploi est accompagnée d'une augmentation vive du nombre d'actifs.

3. Dans les territoires en difficulté, une forte part de chômeurs de longue durée et une faible qualification

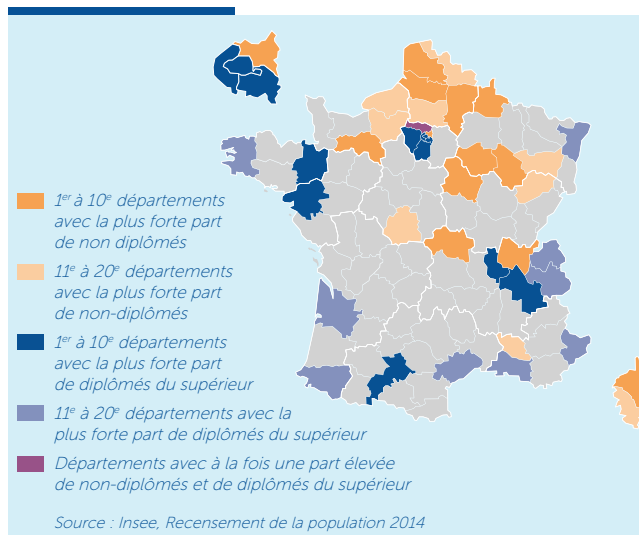
Le chômage de longue durée, c'est-à-dire les actifs en recherche d'emploi depuis plus d'un an, est particulièrement important dans le quart nord-est et le centre de la France (**carte 4**). Dans le nord, la part élevée du chômage de longue durée témoigne notamment de la surreprésentation des jeunes sans diplôme et d'actifs peu qualifiés (**carte 5**). Le centre de la France (Cher, Indre, Loiret et Allier) se caractérise par des zones peu denses et en déclin démographique, où les départs d'actifs sont importants : les actifs y restant sont donc souvent les moins mobiles, avec plus souvent de faibles qualifications et de mauvaises perspectives d'emploi.

Les zones les plus dynamiques économiquement présentent, à l'inverse, un niveau de formation de la population active élevé : d'une part, elles attirent de nombreux actifs diplômés du supérieur et, d'autre part, elles bénéficient plus qu'ailleurs de la présence d'universités et d'écoles du supérieur. Cela s'observe dans les départements de Loire-Atlantique et de l'Îlle-et-Vilaine, de Paris et sa couronne du sud-ouest, de la Haute-Garonne et du Rhône et de l'Isère, territoires caractérisés par la présence de métropoles.

Carte 4 : Part des demandeurs d'emploi de longue durée parmi les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi à fin décembre 2017 – en %



Carte 5 : Population active par niveau de diplôme en 2014



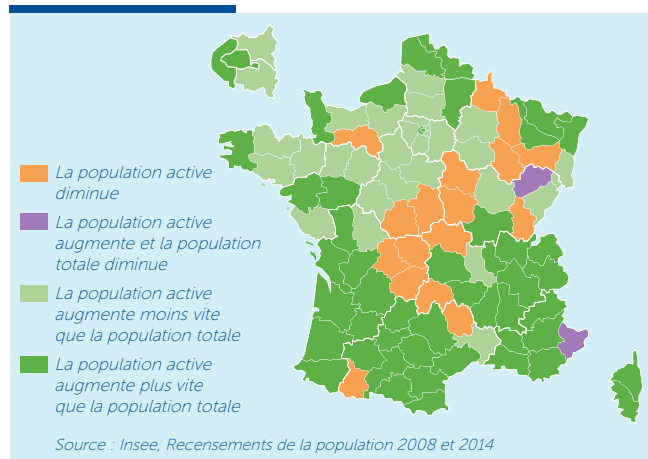
4. Dans les territoires les plus attractifs, la population active augmente plus vite que la population totale

Dans les territoires économiquement dynamiques, notamment la façade Atlantique et le sud de la France, la population active augmente plus vite que l'ensemble de la population du fait de la migration des actifs (**carte 6, en vert foncé**). À l'inverse, dans les territoires en difficulté du centre de la France et d'une partie du quart nord-est, la population active a diminué entre 2008 et 2014 (**carte 6, en orange**).

Enfin, une grande partie de la moitié nord de la France se trouve dans une situation intermédiaire, avec une population active qui augmente moins vite que la population totale (**carte 6, en vert clair**). Ces territoires présentent un taux de natalité un peu plus élevé que la moyenne² et un emploi moins dynamique (**carte 2**).

² Insee, Estimation de la population 2016.

Carte 6 : Évolution de la population active et de la population totale entre 2008 et 2014



5. Dans les territoires les plus dynamiques, la sphère productive et la sphère présente ont progressé conjointement

Sur longue période, les territoires ayant perdu des emplois sont ceux qui avaient une forte présence d'activités productives, en lien avec la désindustrialisation³. Cela concerne principalement les activités industrielles dans lesquelles la France a perdu des parts de marché (dans le nord-est par exemple, avec la sidérurgie, les mines et le textile). Toutefois, certaines activités industrielles se maintiennent dans des territoires du fait de la surspécialisation dans leur production : industrie de pointe dans le sud-ouest et dans l'est, chantiers navals en Loire-Atlantique, industrie agro-alimentaire dans le nord-ouest et dans l'est.

Inversement, les territoires ayant gagné des emplois sont ceux où la sphère productive était la plus faible 30 ans auparavant. Dans ces territoires (une grande partie de l'Île-de-France, pourtour méditerranéen), la sphère présente a beaucoup progressé (commerce de détail, santé, action sociale, éducation, services aux particuliers, administration et construction) et l'emploi tertiaire est relativement élevé.

Les plus fortes progressions de l'emploi concernent les territoires où les deux sphères ont progressé conjointement (en particulier la façade Atlantique). Dans ces zones, les hausses de la main-d'œuvre dans la sphère productive ont pu attirer de nouveaux habitants, qui par leur consommation et le recours à des services publics ou privés, ont contribué au développement de la sphère présente. De même, un bon niveau d'équipement en services constitue un facteur d'attractivité pour des entreprises de la sphère productive. Enfin, le secteur non marchand reste prépondérant dans certains territoires. De manière générale, ce sont

les territoires peu dynamiques où l'emploi marchand est en recul et où le poids du secteur non marchand (en particulier l'emploi public) est fort pour des raisons démographiques (développement de l'administration territoriale, augmentation du nombre d'enseignants, besoin accru en personnel de santé...) ou bien à cause du développement des emplois aidés, en particulier dans les territoires à moindre dynamisme économique et démographique⁴ (nord-est et centre de la France notamment).

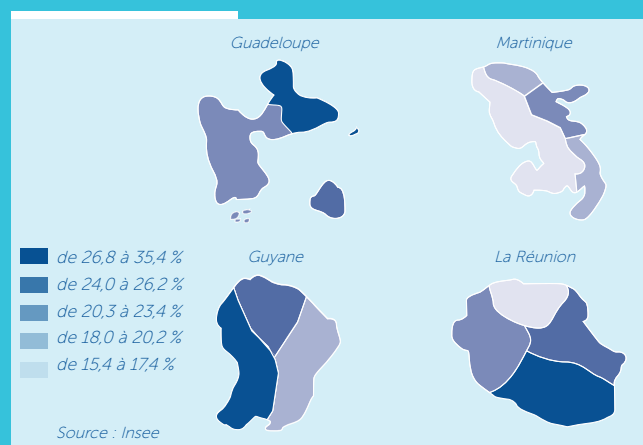
Enfin, des territoires peuvent connaître un emploi dynamique pour des raisons indépendantes de leur spécialisation sectorielle, notamment une attractivité résidentielle et/ou touristique (grande banlieue parisienne, Pays Basque, Alpes) ou une dynamique transfrontalière (Alsace, Genevois français).

Le taux de chômage dans les DROM

Dans les départements et régions d'outre-mer, le taux de chômage reste élevé en 2016, et bien au-dessus du taux constaté en métropole (9,8 %). Il varie de 17,6 % en Martinique à 23,8 % en Guadeloupe. Ces taux élevés révèlent des disparités infra territoriales fortes : de 15,4 % dans la zone d'emploi « nord » de La Réunion à 35,4 % dans la zone d'emploi de Saint-Laurent-du-Maroni en Guyane. Les taux de chômage des zones d'emploi de Martinique sont moins élevés que dans les trois autres départements.

En Martinique et à la Réunion, où le taux de chômage est historiquement plus stable, la tendance est à la baisse entre 2015 et 2016, dans toutes les zones d'emploi. En Guadeloupe, le taux de chômage est en légère hausse dans les zones d'emploi de Grande-Terre, stable en Basse-Terre et en baisse à Marie-Galante. Enfin, en Guyane, le taux de chômage a augmenté entre 2015 et 2016 dans les trois zones d'emploi.

Taux de chômage par zone d'emploi dans les DROM



³ « 30 ans de mutations fonctionnelles de l'emploi dans les territoires », Insee Première n°1538, février 2015.

⁴ « Emploi et territoires », Rapport de l'Observatoire des territoires 2016, CGET.